

Réunion publique Tence

L'Observatoire Citoyen du Plateau
propose une **soirée débat**
à la **salle de la Gare à Tence**
le **vendredi 17 juin** à partir de **19h30**
autour du thème :

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Quels que soient les pays : Grèce, France, Palestine, Afrique ou Amérique Latine...
cette aspiration fondamentale est au cœur de l'actualité. Pour en parler :

Introduction :

par une porte-parole de l'**Observatoire Citoyen**.

1^{er} invité :

un membre du **Groupe Palestine 43**

*Retour sur l'action de la sénatrice Nathalie Goulet (UDI),
Les actions BDS, derniers développements.*

2^{ème} invité :

un animateur du **Groupe de Soutien JLM 2017**

Saint-Agrève et environs :

*2017 : élection d'une Assemblée Constituante qui fondera avec les
citoyens la 6^{ème} République, étape essentielle d'une révolution
citoyenne, démocratique et pacifique.*

« Un président impopulaire peut agir
avec une grande capacité, une
grande liberté [...], c'est ça qui fait la
différence entre nos institutions et celles
de nos pays voisins ». **François Hollande**,
27 juillet 2015.



Lors de cette rencontre, nous prendrons l'exemple du déséquilibre de traitement des gouvernements successifs de la France (*politique extérieure*) dans le dossier israélo-palestinien. Mais on pourra tout autant mettre en avant les diverses mesures prises par le gouvernement actuel (*politique intérieure*), mesures qui dépossèdent peu à peu le peuple de ses divers droits et acquis (dernière en date : La loi Travail, ou loi El Khomri et l'usage du 49.3). Sans oublier le retour de la France au sein de l'OTAN, qui la dépossède de son indépendance nationale, et l'empêche définitivement de mener une politique étrangère correspondant aux intérêts du pays (notamment en ce qui concerne les dossiers du Proche et du Moyen-Orient). Sans oublier non plus l'inscription des politiques budgétaires dans le marbre des traités européens, privant les peuples de toute souveraineté économique et monétaire.

C'est devenu une évidence : le fossé se creuse entre les citoyens et leurs représentants. La **crise de la démocratie** implique un changement de modèle politique. En violation de la volonté populaire exprimée par les électeurs le 29 mai 2005, l'adoption du Traité de Lisbonne a signalé la tentation autoritaire d'une partie des élites (l'oligarchie). C'est un vol de la souveraineté qui se poursuit depuis. En réalité, ce mouvement est amplifié par le fait que les institutions de la V^{ème} République organisent la mise à distance du peuple. Le temps politique est concentré autour de l'élection du monarque présidentiel. Tandis que le parlement n'exerce plus aucun contre-pouvoir face au président, les citoyens n'ont aucun droit de regard sur la politique menée, alors que le gouvernement est l'exécutant de la volonté présidentielle. Par conséquent, quel que soit le choix du peuple, le gouvernement ne cesse de mener la même politique au service du Medef et des institutions financières internationales. Pas étonnant que l'abstention progresse d'élection en élection... et que les affaires à répétition manifestent l'épuisement de ce système !

Il faut donc réhabiliter **la souveraineté populaire** par l'institution d'une nouvelle règle du jeu commune à tous les citoyens. Pour cela, il est nécessaire de **remettre le peuple en marche** pour qu'il exerce réellement sa souveraineté. Seule **une assemblée constituante** pourra définir librement les règles de fonctionnement de la future république. Mais écrire une constitution ne doit pas être un débat d'experts. Le texte proposé devra être l'aboutissement d'un processus populaire de masse. Et qui sera alimenté par un débat public organisé parallèlement aux travaux de l'assemblée constituante **avec la participation des citoyens, des organisations sociales et politiques** à travers toutes les formes de rencontres publiques (forums, états-généraux, assemblées populaires ...). C'est seulement si le peuple s'approprie les enjeux de la constituante, si le processus constituant devient le fruit d'un vrai mouvement populaire que le débat ne sera pas confisqué par ceux qui veulent se passer du peuple et le déposséder de sa souveraineté.

soirée débat - nuit debout - soirée debout - nuit débat - soirée